Global Education Reform. How Privatisation and Public Investment Influence Education Outcomes

Adamson Frank, Åstrand Björn et Darling-Hammond Linda (Eds.), New York, Routledge, 2016

Xavier Pons

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/6874>

DOI : 10.4000/ries.6874

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 25-27

ISBN : 978-2-85420-620-3

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Xavier Pons, « *Global Education Reform. How Privatisation and Public Investment Influence Education Outcomes* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 79 | décembre 2018, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 24 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/6874> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.6874>

Ce document a été généré automatiquement le 24 juin 2021.

© Tous droits réservés

Global Education Reform. How Privatisation and Public Investment Influence Education Outcomes

Adamson Frank, Åstrand Björn et Darling-Hammond Linda (Eds.), New York, Routledge, 2016

Xavier Pons

RÉFÉRENCE

Global Education Reform. How Privatisation and Public Investment Influence Education Outcomes, Adamson Frank, Åstrand Björn et Darling-Hammond Linda (Eds.), New York, Routledge, 2016

- 1 Cet ouvrage compare les effets sur les résultats des élèves des choix politiques effectués par différents pays en termes de financement, d'organisation et de modèle de justice scolaire. La grande question posée est de savoir si les systèmes scolaires qui ont été privatisés obtiennent de meilleurs résultats que les autres, et donc si la théorie de l'action associée à la privatisation, selon laquelle des organisations privées sont incitées à être plus performantes que les organisations publiques du fait des conditions et des contraintes de marché qui pèsent sur elles, est vérifiée. L'ouvrage rassemble les contributions de plusieurs chercheurs confirmés, et pour certains mondialement connus, qui pour la plupart travaillent pour une organisation spécifique ou collaborent avec elle : le *Stanford Center for Opportunity Policy in Education* (SCOPE).
- 2 L'introduction de Frank Adamson et Björn Åstrand propose un cadrage théorique général. La privatisation est présentée comme une politique emblématique de la seconde vague de néo-libéralisation qui affecte les systèmes scolaires à partir des années 1970, lorsqu'ils sont progressivement exposés à ce que le chercheur finlandais Pasi Sahlberg appelle le *Global Education Reform Movement* (GERM), c'est-à-dire un ensemble de politiques promues au niveau mondial et fondées sur le marché (libre

choix, développement de tests à forts enjeux, réduction du curriculum et recours croissant à des enseignants moins qualifiés et moins chers). L'introduction s'attache ainsi à comparer les principes fondamentaux, les raisonnements économiques et les mécanismes éducatifs fondamentaux des politiques néolibérales et des politiques d'investissement public.

- 3 L'ouvrage est ensuite construit comme une série d'études de cas, dans lesquelles les auteurs s'attachent à préciser les évolutions historiques ayant amené les pays étudiés à faire des choix essentiels de politique éducative. Abelardo Castro-Hidalgo et Lilian Gómez distinguent ainsi quatre périodes principales dans l'histoire du Chili depuis 1938, afin de mieux comprendre l'importance et les effets de la libéralisation effectuée sous la dictature de Pinochet. Martin Carnoy revient sur l'expérience cubaine, un pays dont les résultats scolaires sont supérieurs à ceux d'autres pays d'Amérique latine. Il explique cette réussite par le niveau d'éducation des parents cubains mais aussi par une politique publique qui a massivement investi dans la formation et la supervision des enseignants. Il en tire quatre enseignements principaux : le capital social des acteurs généré par des politiques étatiques permet de réduire les inégalités sociales, les choix curriculaires comptent (les élèves cubains apprennent moins de choses mais plus intensément qu'ailleurs), tout comme la qualité de la supervision des écoles, et la formation des enseignants doit partir de la pratique. Björn Åstrand analyse le changement politique majeur opéré en Suède dans les années 1990, avec la promotion de la décentralisation, de la privatisation, de la différenciation du système et du libre choix de l'école, quatre politiques sources d'inégalités, selon lui. Pasi Sahlberg quant à lui détaille le double « paradoxe finlandais » : celui d'avoir un système public fort couplé à une économie libérale assumée et d'être mis en avant par des partisans du GERM, via Pisa notamment, alors que le modèle finlandais s'écarte fortement de ce GERM. Dans leur chapitre sur les États-Unis, Linda Darling-Hammond et Frank Adamson, après avoir rappelé les principales étapes de l'affirmation d'un agenda libéral dans ce pays depuis les années 1960, comparent les résultats obtenus par les politiques mises en œuvre à Milwaukee, à la Nouvelle-Orléans et dans le Massachusetts, ce dernier État, aux meilleurs résultats, contrastant avec les seconds par son fort niveau d'investissement public. Michael Fullan et Santiago Rincon-Gallardo exposent le cas de l'Ontario, au Canada, qui illustre à leurs yeux la possibilité d'avoir des systèmes scolaires publics particulièrement performants. Leur synthèse historique met en évidence les différents choix de politique publique à l'origine de cette performance depuis les années 2000 : politique de partenariat avec les écoles en difficulté, focalisation sur un nombre réduit d'objectifs, développement de multiples formes d'apprentissage collectif, liens accrus avec la recherche, promotion du leadership, standards et attentes élevés, amélioration de la transparence, politique de maintien de l'attractivité du métier d'enseignant etc.
- 4 La conclusion de Linda Darling-Hammond et Frank Adamson compare ces différents cas et en tire plusieurs enseignements : 1) la libéralisation des systèmes scolaires étudiés ne se traduit pas par de meilleurs résultats ; 2) à l'inverse, plusieurs conséquences de la néo-libéralisation, comme la privatisation, ont un impact négatif sur les apprentissages (déprofessionnalisation des enseignants, focalisation sur la compétition au détriment de la collaboration, *teaching to the test*) ; 3) à l'opposé, les politiques d'investissement public peuvent aussi obtenir de très bons résultats.

- 5 La force de l'ouvrage, outre son style d'écriture particulièrement fluide, est indéniablement la méthode de comparaison retenue, qui s'appuie sur des mises en contexte historique stimulantes et qui permet de croiser des pays d'aires culturelles différentes (Scandinavie, Amérique du Nord et Amérique latine au sens large) ainsi que des expériences contrastées en matière de privatisation. Par ailleurs, l'ouvrage est clairement conçu sur une prise de position de la part de chercheurs expérimentés évoluant dans des univers sociaux plutôt libéraux, ce qui ne manque pas d'interroger le lecteur. Cependant, la faiblesse de la conceptualisation – la notion de GERM par exemple, globalisante, doit être nuancée et implique le filage d'une métaphore peu précise et partisane, tout au long du livre, entre les pays « infectés » par le libéralisme et ceux qui en sont « immunisés » –, couplée à une administration de la preuve insuffisamment explicite parfois, affaiblissent la portée proprement scientifique du propos. Enfin, la corrélation entre privatisation et moindres performances repose sur des contextualisations historiques, certes stimulantes, plutôt que sur une enquête statistique, de sorte que le lecteur se demande toujours si les résultats ne différeraient pas grandement si les auteurs mobilisaient d'autres cas.
-

AUTEUR

XAVIER PONS

Xavier Pons est maître de conférences (HDR) à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC), chercheur au Laboratoire interdisciplinaire d'études du politique – Institut Hannah Arendt (EA 7373) et chercheur associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC-Sciences Po). Membre de plusieurs projets de recherche comparatifs depuis 2006, ses travaux de sociologie de l'action publique et des politiques éducatives portent principalement sur les transformations des modes de gouvernance des systèmes éducatifs, les réformes des administrations scolaires, les transformations des États éducateurs en Europe et les modes de structuration du débat public en éducation. Lauréat 2011 du Prix Jean-Claude Eicher pour le développement de la recherche en éducation, il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur ces thèmes. Courriel : ponsx@wanadoo.fr